

**L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER :
TENDANCES RÉCENTES**

**Frédéric Beaugard-Tellier
Division de l'économie**

Le 23 janvier 2004

La Direction de la recherche parlementaire de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, elle assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les analystes peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétence.

**THIS DOCUMENT IS ALSO
PUBLISHED IN ENGLISH**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	1
QU'EST-CE QUE L'INVESTISSEMENT DIRECT À L'ÉTRANGER?	2
LA POSITION NETTE DU CANADA EN MATIÈRE D'IDE : COMMENT ÉVOLUE-T-ELLE	4
A. L'investissement direct canadien à l'étranger.....	4
B. L'investissement direct étranger au Canada.....	9
C. La position nette du Canada en matière d'IDE	11
CONSÉQUENCES DE L'ÉVOLUTION DE LA POSITION NETTE AU CANADA EN MATIÈRE D'IDE	12
CONCLUSION.....	13



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER : TENDANCES RÉCENTES

INTRODUCTION

Les tendances de l'investissement direct à l'étranger (IDE) révèlent que les sociétés canadiennes prennent de plus en plus une envergure internationale. Parmi les récents investissements canadiens à l'étranger, on note l'acquisition de Pechiney, le géant français de l'aluminerie, par la société Alcan⁽¹⁾ et la prise de contrôle de la John Hancock Financial, une entreprise américaine de services financiers, par Manulife Financial au terme d'une opération de 15 milliards de dollars. Les firmes étrangères, elles, sont à l'affût d'occasions de faire des investissements directs au Canada. On aura noté, par exemple, l'acquisition, en 2000, de Newbridge Networks d'Ottawa par Alcatel, le géant français des télécommunications, et la reprise de la société BioChem Pharma de Laval par Shire Pharma, une société pharmaceutique britannique⁽²⁾.

La présente analyse vise un double objectif : premièrement, mettre en relief l'augmentation de l'IDE sortant depuis 20 ans, alimentée surtout par le secteur des services financiers, et deuxièmement, montrer que le Canada est maintenant un investisseur net s'agissant de l'IDE. Ce phénomène relativement récent tient en grande partie aux opérations du secteur des services financiers et de celui des ressources naturelles, dans lesquels le Canada a toujours joué d'un avantage concurrentiel soit en raison de facteurs historiques, soit en raison de ses richesses

(1) Une fois cette opération finalisée, la société Alcan de Montréal sera la deuxième aluminerie du monde, derrière Alcoa, le géant américain de l'aluminium.

(2) Newbridge Networks a joué un rôle d'envergure internationale dans la mise au point des réseaux de la nouvelle génération et BioChem Pharma était à la pointe du progrès à l'échelle mondiale pour ce qui est de la recherche en sciences de la vie, en particulier de la recherche sur le sida. Les nationalistes économiques s'émeuvent chaque fois qu'une société canadienne est reprise par des intérêts étrangers. Certains s'inquiètent de la prise de contrôle d'actifs de haute qualité par des étrangers, en particulier lorsque ces IDE sont concentrés dans les secteurs de la « nouvelle économie ». Ce type de préoccupation ne date d'ailleurs pas d'hier : à ses tout débuts, le Canada a dû compter beaucoup sur le capital étranger pour développer son infrastructure et sa base industrielle.

naturelles. L'analyse des tendances de l'IDE révèle une vitalité et une maturité croissantes de la part des entreprises canadiennes et de l'économie canadienne en général, ce qui témoigne de la participation accrue du Canada à l'économie mondiale intégrée.

QU'EST-CE QUE L'INVESTISSEMENT DIRECT À L'ÉTRANGER?

On entend par investissement direct à l'étranger un investissement « qui confère à l'investisseur une influence réelle sur la gestion d'une entreprise exploitée en dehors de sa propre économie »⁽³⁾. Cette « influence réelle » s'entend habituellement d'intérêts de 10 p. 100 au moins dans les titres avec droit de vote d'une entreprise non résidente⁽⁴⁾. Les opérations d'IDE, y compris les bénéfices réinvestis, qu'on appelle aussi les flux d'IDE, sont enregistrées à leur valeur marchande au moment de l'opération. On mesure le stock d'IDE par la valeur des IDE, accumulés au fil du temps, qui figurent au bilan des entités bénéficiaires⁽⁵⁾.

Particuliers et entreprises peuvent effectuer des IDE de deux façons : 1) en investissant dans le capital financier (p. ex. dans le capital-actions, y compris les bénéfices réinvestis) d'une société existante en activité dans un autre pays ou 2) en investissant dans la création d'une nouvelle entreprise productive dans un pays étranger. Ces deux types d'IDE ont pour effet de rediriger les bénéfices vers les investisseurs du pays d'origine. L'investissement direct effectué à l'étranger par des particuliers canadiens ou des sociétés canadiennes est l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) ou l'IDE sortant. L'investissement direct effectué par des entités étrangères dans des entreprises ou des projets canadiens est l'investissement direct étranger au Canada ou l'IDE entrant.

(3) Fonds monétaire international, *Balance of Payments Manual*, 5^e éd., 1993 [traduction]; cité dans C. Lajule, *L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie*, Statistique Canada, document de recherche n° 67F0001MIB01020 [sans date]. D'après Statistique Canada, l'IDE traduit « une influence significative sur une autre entreprise sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle ». Par convention, la propriété de plus de la moitié des actions avec droit de vote constitue une participation majoritaire. L'investissement direct « se mesure comme le total de la participation, y compris les bénéfices réinvestis de même que les créances à long terme et à court terme de l'investisseur direct dans l'entreprise ».

(4) Lajule, *op. cit.*

(5) Ce stock, ou la « valeur comptable » des investissements, reflète plus que la simple somme des nouveaux investissements. Il est sensible aux écarts entre la valeur marchande et la valeur comptable des opérations d'investissement direct, et à d'autres types de réévaluations, aux fluctuations des taux de change et aux réorganisations d'entreprises. Voir Lajule, *op. cit.*

Qu'il soit entrant ou sortant, l'IDE peut être un important outil de création de richesse. En dirigeant le capital vers ses utilisations les plus productives, indépendamment des frontières nationales, l'IDE peut mener à des gains d'efficacité considérables. En effet, l'IDE permet aux entreprises de se concentrer sur leurs forces ou de réaliser des économies d'échelle et ainsi d'être mieux à même de soutenir la concurrence sur le marché international⁽⁶⁾. Il peut également accélérer l'introduction de technologies et de savoir-faire nouveaux dans l'économie bénéficiaire et générer de l'emploi.

L'IDE encourage l'intégration économique et l'établissement de liens commerciaux bénéfiques sur le plan économique. En consolidant les liens commerciaux entre le pays bénéficiaire et le pays investisseur, l'IDE peut établir les conditions propices à une augmentation des échanges entre les deux pays, et ce, sur de nombreuses années. Des chercheurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont constaté qu'un dollar d'IDE sortant donne lieu à deux dollars d'exportations additionnelles futures du pays investisseur. Lorsque l'IDE sortant est destiné à des pays en développement, l'effet multiplicateur est encore plus important : on estime alors que chaque dollar d'IDE sortant suscite sept dollars d'exportations additionnelles futures du pays investisseur⁽⁷⁾.

Enfin, les chiffres tendent à montrer que les entreprises qui investissent à l'étranger sont souvent des leaders dans leur industrie, ce qui finit par entraîner des avantages pour le pays investisseur. Après avoir analysé les résultats de plusieurs études, le Conference Board du Canada constate que les entreprises orientées vers l'étranger ont tendance à être plus dynamiques et à afficher une productivité et une rentabilité supérieures à celles des entreprises axées davantage sur le marché intérieur⁽⁸⁾.

(6) On considère généralement que les IDE sont plus stables et bénéfiques pour le pays bénéficiaire que les investissements de portefeuille, lesquels sont généralement des placements passifs dans des actions et des obligations. (Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas une influence appréciable sur la gestion des entreprises dans lesquelles ils investissent.) Les placements de portefeuille sont généralement plus liquides et sensibles aux taux d'intérêt, et donc moins stables. La liquidation rapide de portefeuilles de placements a parfois exacerbé des crises financières internationales, comme cela s'est vérifié durant la crise asiatique de la fin des années 1990.

(7) Lionel Fontagné, *L'investissement étranger direct et le commerce international : sont-ils complémentaires ou substituables?*, Document de travail 1999/3, OCDE, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie, 14 octobre 1999; cité dans Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Deuxième rapport annuel sur le commerce international au Canada*, 2001.

(8) Conference Board du Canada, *Rendement et potentiel 2001-2002*, Ottawa, 2001.

L'augmentation des IDCE, dont nous parlerons plus longuement ci-dessous, donne à penser que certaines entreprises canadiennes, en particulier dans les secteurs des services financiers et de l'énergie et des mines, deviennent de plus en plus concurrentielles au niveau international et préparent les conditions qui permettront au Canada de récolter les avantages de l'intégration économique.

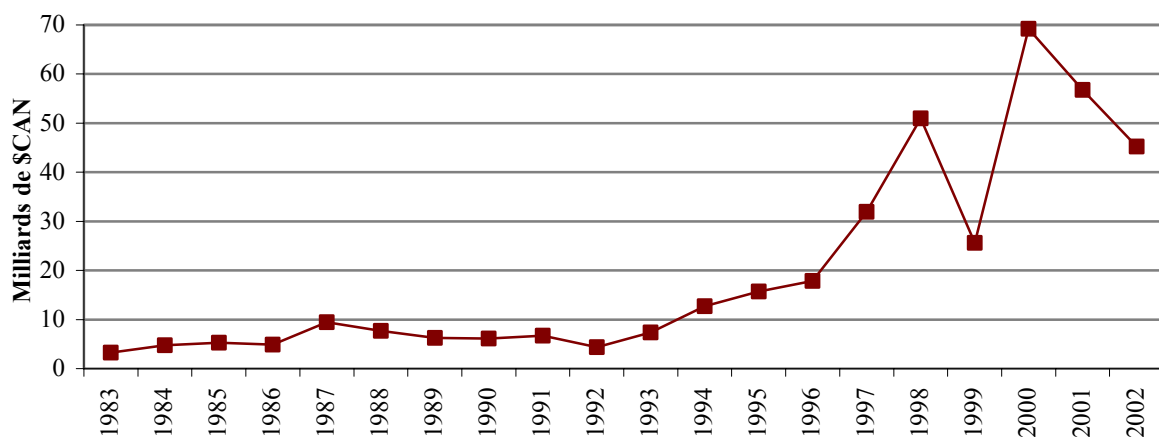
LA POSITION NETTE DU CANADA EN MATIÈRE D'IDE : COMMENT ÉVOLUE-T-ELLE?

A. L'investissement direct canadien à l'étranger

L'augmentation de l'IDCE montre que les entreprises canadiennes profitent du mouvement mondial de libéralisation des échanges et des investissements⁽⁹⁾ pour chercher des investissements avantageux dans des pays étrangers. Le graphique 1 illustre les flux annuels d'IDE sortant depuis 20 ans. Ces flux se sont établis à 45,2 milliards de dollars en 2002, bien au-dessus de la moyenne historique.

Graphique 1

Flux annuels des investissements directs canadiens à l'étranger, 1983-2002



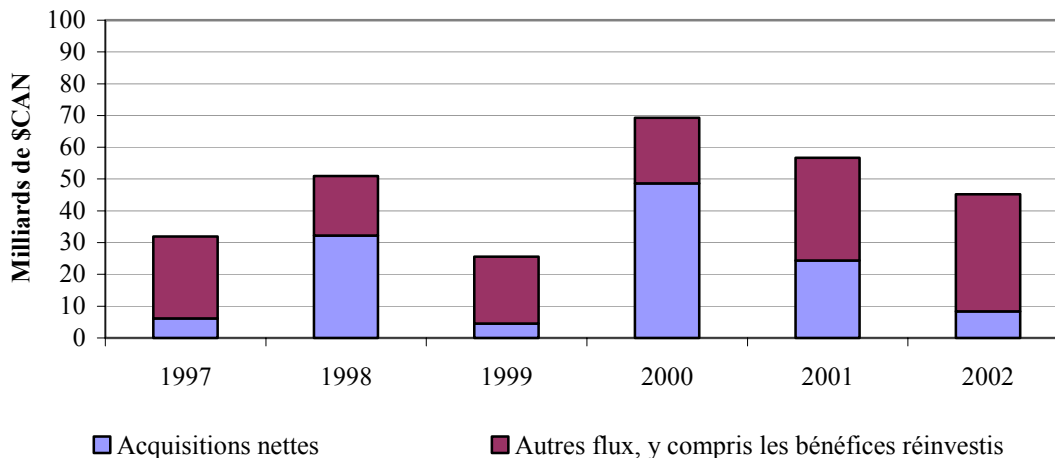
Source : Statistique Canada, « Tableau 376-0014 : Balance des paiements internationaux, flux des investissements directs canadiens à l'étranger et des investissements directs étrangers au Canada, par industrie et catégorie d'opération, données annuelles ».

(9) La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a conclu que, sur plus d'un millier de changements de réglementation apportés au niveau international entre 1991 et 1999, 94 p. 100 ont facilité les mouvements de capitaux. Voir CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2000*, Nations Unies, 2000.

Ces derniers temps, ce sont surtout les fusions et acquisitions qui alimentent l'IDCE; cela a été particulièrement vrai en 1998 et en 2000. Le nombre et la valeur des opérations de fusion et d'acquisition ont chuté depuis, situation imputable aux scandales qui ont frappé de grandes sociétés (comme Enron, Tyco) et au fléchissement des marchés boursiers. En 2002, les fusions et acquisitions ont compté pour moins du cinquième de l'IDCE; cette année-là, les entreprises canadiennes ont préféré investir davantage de capital dans leurs propres avoirs à l'étranger, surtout dans leurs filiales étrangères. Le graphique qui suit illustre la composition des flux d'IDCE pour les six dernières années.

Graphique 2

Flux annuels d'investissements directs canadiens à l'étranger, 1997-2002



Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB au catalogue.

Il existe une autre manière de mesurer la progression de l'IDCE; elle consiste à suivre l'évolution de la valeur comptable de ces IDE. La valeur de l'IDCE affiche une croissance soutenue : elle a atteint 431,8 milliards de dollars à la fin de 2002⁽¹⁰⁾, ce qui représente plus de quatre fois les 98,4 milliards de dollars enregistrés en fin d'année en 1990⁽¹¹⁾. Fait plus

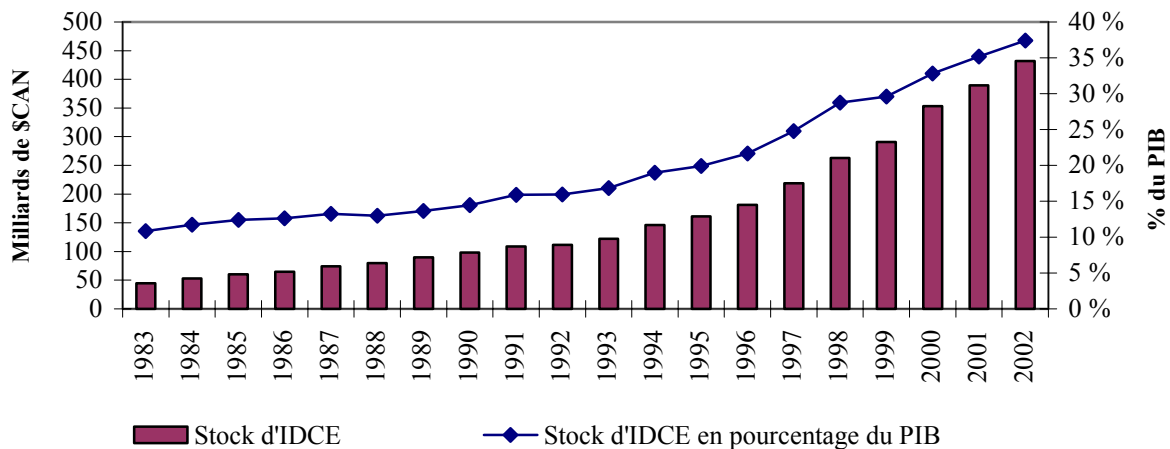
(10) Statistique Canada estime que la valeur de l'IDCE est retombée à 380,9 milliards de dollars au milieu de 2003, baisse imputable presque entièrement à la récente remontée du dollar canadien, qui a tempéré la valeur en dollars des investissements étrangers. Voir Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202-XIF au catalogue, deuxième trimestre de 2003.

(11) Depuis 1992, plus de 80 p. 100 du stock d'IDCE, composé en majeure partie d'actions, se trouve dans des filiales contrôlées par des entreprises canadiennes.

éloquent encore, l'IDCE progresse en proportion du produit intérieur brut (PIB) du Canada. À la fin de 2002, la valeur de l'IDCE représentait 37 p. 100 du PIB. À titre de comparaison, elle a fluctué entre 11 et 14 p. 100 de 1983 à 1990. Le graphique 3 illustre cette tendance.

Graphique 3

Stocks d'investissements directs canadiens à l'étranger, 1983-2002

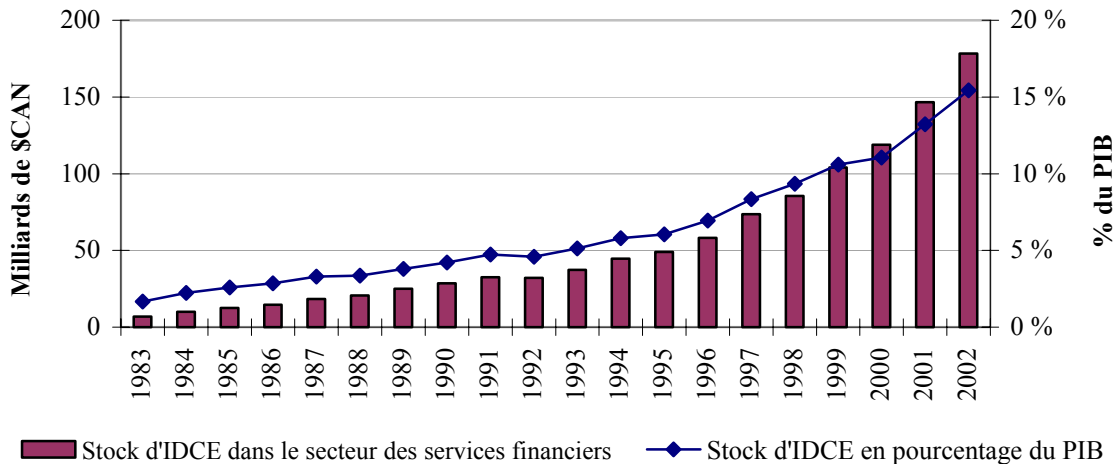


Source : Statistique Canada, « Tableau 376-0038 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie, données annuelles »; et Statistique Canada, « Tableau 380-0030 : Produit intérieur brut (PIB) et Produit national brut (PNB) aux prix du marché et revenu national net aux prix de base, données annuelles ».

À la fin de 2002, plus de 40 p. 100 (178,3 milliards de dollars) du stock d'IDCE était concentré dans le secteur des finances et de l'assurance. Il est intéressant de noter que, en 1983, le stock d'IDCE dans ce secteur était évalué à un peu moins de 7 milliards de dollars.

Graphique 4

Stocks d'investissements directs canadiens à l'étranger dans le secteur des services financiers, 1983-2002



Source : Statistique Canada, « Tableau 376-0038 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie, données annuelles »; et Statistique Canada, « Tableau 380-0030 : Produit intérieur brut (PIB) et Produit national brut (PNB) aux prix du marché et revenu national net aux prix de base, données annuelles ».

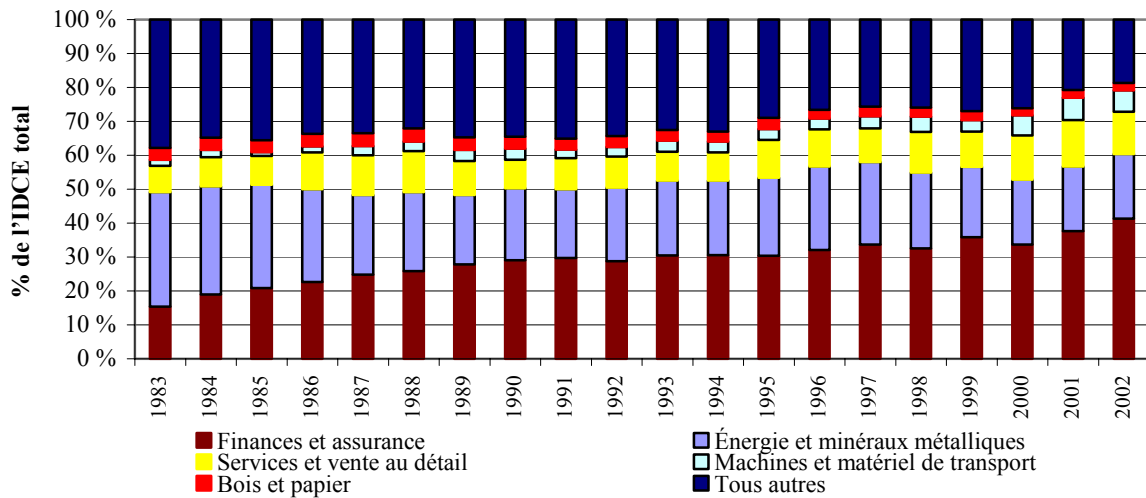
Conscientes de la nécessité d'assurer leur compétitivité au niveau international et du fait que les possibilités de croissance ou même de synergie au Canada sont actuellement limitées⁽¹²⁾, les banques et les sociétés d'assurances canadiennes cherchent activement à acquérir des avoirs et étendre leurs activités en dehors du Canada.

Le graphique 5 illustre l'évolution de l'IDCE par industrie. L'émergence du secteur des finances et de l'assurance comme grande source d'IDCE est notable : la part de ce secteur de l'IDCE est passée de 15 p. 100 en 1983 à 41 p. 100 en 2002.

(12) Par exemple, les grandes banques canadiennes n'ont pas été autorisées par le ministre fédéral des Finances à fusionner.

Graphique 5

Composition du stock d'investissements directs canadiens à l'étranger, 1983-2002

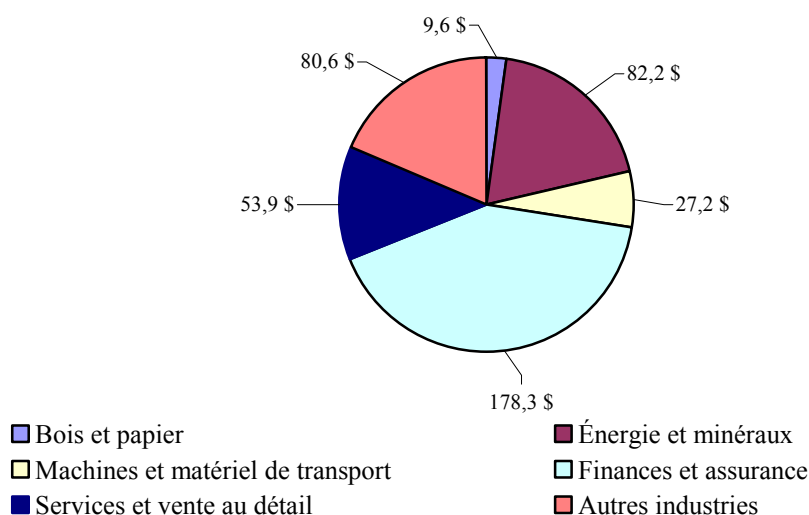


Source : Statistique Canada, « Tableau 376-0038 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie, données annuelles ».

Le secteur de l'énergie et des minéraux est arrivé au second rang, derrière celui des finances et de l'assurance, pour ce qui est de l'IDCE, avec une valeur de fin d'année de 82,2 milliards de dollars en 2002, soit 19 p. 100 du total. En raison des ressources naturelles considérables du Canada, les entreprises canadiennes de ce secteur ont des connaissances et une expérience considérables, dont elles tirent parti en poursuivant des travaux à l'étranger, notamment aux États-Unis et au Chili. La valeur de l'IDCE dans le secteur de l'énergie et des minéraux est passée de 20,9 à 82,2 milliards de dollars entre 1983 et 2002, suivant en cela à peu près le même rythme que la progression de l'ensemble de l'IDCE. Sa part du total a cependant diminué à mesure que celle du secteur des finances et de l'assurance augmentait.

Graphique 6

Stock d'investissements directs canadiens à l'étranger par industrie, 2002 (en milliards de dollars canadiens)



Source : Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202-XIF au catalogue.

Près de la moitié (46 p. 100 à la fin de 2002) du stock total des IDCE se trouve aux États-Unis. Il est intéressant de noter que cette proportion baisse régulièrement depuis le début des années 1980 et qu'elle était de 61 p. 100 en 1990 : les entreprises canadiennes se tournent vers d'autres marchés que celui des États-Unis à la recherche d'occasions d'investissement et elles investissent des sommes importantes dans l'Union européenne (UE) et dans les pays en développement. Environ 20 p. 100 de l'IDCE concerne maintenant des pays autres que ceux de l'OCDE – contre 13 p. 100 seulement en 1990. Par exemple, l'IDE du Canada au Mexique, un de ses partenaires de l'Accord nord-américain de libre-échange (ALENA), totalisait 3,3 milliards de dollars à la fin de 2002, en hausse par rapport aux 245 millions de dollars de 1990⁽¹³⁾.

B. L'investissement direct étranger au Canada

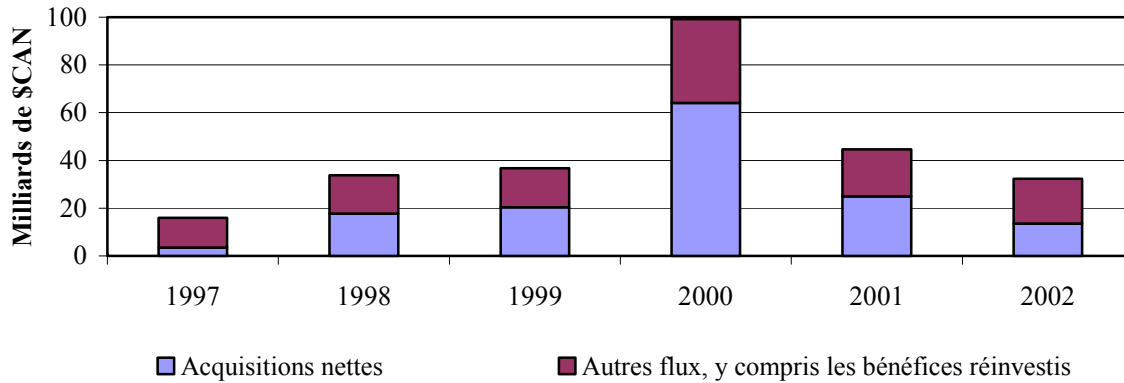
Il y a aussi beaucoup d'IDE au Canada depuis dix ans. Abstraction faite de 2000, l'IDE entrant au Canada a été relativement stable ces dernières années. L'acquisition de sociétés

(13) Statistique Canada, « Tableau 376-0051 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays, données annuelles ». Par contre, l'IDE mexicain au Canada était évalué à 83 millions de dollars en 2002.

canadiennes par des intérêts étrangers a été à l'origine du gros de cet IDE entre 1998 et 2001 (voir le graphique 7) et a remplacé les bénéficiaires comme principale source d'IDE entrant⁽¹⁴⁾.

Graphique 7

Flux annuels d'investissements directs étrangers au Canada, 1997-2002



Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB au catalogue.

La valeur de l'IDE au Canada a atteint 349,4 milliards de dollars en 2002, comparativement à 130,9 milliards en 1990⁽¹⁵⁾. À la fin de 2002, approximativement 23 p. 100 du stock total d'IDE entrant concernait le secteur de l'énergie et des minéraux (79,7 milliards de dollars). L'autre grand bénéficiaire de l'IDE entrant a été le secteur des finances et de l'assurance, où l'IDE a totalisé 67,2 milliards de dollars. Ces dernières années, les flux d'IDE entrant au Canada étaient distribués entre plusieurs secteurs, mais 2001 a été une exception notable : cette année-là, les étrangers ont investi plus de 27 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie et des minéraux, soit trois fois le total de 1998, en partie en raison d'un sursaut d'intérêt pour les ressources gazières du Canada causé par des flambées des prix du gaz naturel en 2000 et 2001⁽¹⁶⁾.

(14) Les fusions et acquisitions ont progressivement gagné en importance durant les années 1990. Du point de vue de l'IDE, 2000 était une aberration : l'exubérance du marché boursier a contribué à faire bondir le nombre et la valeur des acquisitions de sociétés canadiennes par des entités étrangères.

(15) Statistique Canada (2003). L'IDE au Canada est libellé en majeure partie en dollars canadiens.

(16) L'augmentation du cours du gaz naturel de 2000 à 2001 s'est située entre 7 et 61 p. 100, selon la région de l'Amérique du Nord. C'est en Californie que l'augmentation a été la plus élevée. Voir Ressources naturelles Canada, Division du gaz naturel, *Gaz naturel canadien : Revue de 2002 et perspectives jusqu'en 2015*, novembre 2003.

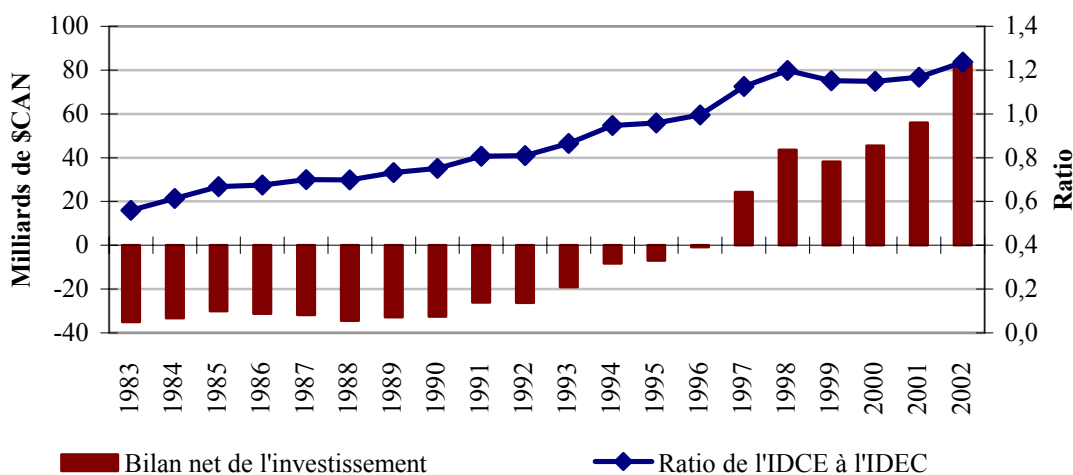
Les États-Unis comptaient pour 64 p. 100 du stock d'IDE entrant au Canada à la fin de 2002, proportion qui est demeurée relativement stable depuis dix ans. Les entreprises américaines investissent depuis longtemps au Canada. L'UE venait au second rang, avec 27 p. 100 du stock.

C. La position nette du Canada en matière d'IDE

Comme nous l'avons dit plus haut, l'IDE entrant au Canada a beaucoup progressé depuis 10 ans, mais l'IDE sortant a augmenté encore plus rapidement. Le Canada est devenu, sans tambour ni trompette, un investisseur direct net à l'étranger à partir de 1997. Autrement dit, la valeur de l'IDE sortant dépasse celle de l'IDE entrant. À la fin de 2002, la position nette du Canada en matière d'IDE s'établissait à 82,4 milliards de dollars⁽¹⁷⁾ (voir le graphique 8).

Graphique 8

Stocks d'investissements directs canadiens à l'étranger par rapport à l'investissement direct étranger au Canada, 1983-2002



Source : Statistique Canada, « Tableau 376-0038 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie, données annuelles ».

(17) Le solde était tombé à 23,2 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2003 à cause de l'appréciation spectaculaire du dollar canadien par rapport au dollar américain.

L'arrivée massive d'IDE dans le secteur canadien de l'énergie et des minéraux en 2001 a suscité des inquiétudes au sujet du contrôle des ressources naturelles du Canada, mais le solde de l'IDE dans ce secteur a toujours été positif depuis 1994, et il s'élevait à 2,5 milliards de dollars à la fin de 2002. Le solde des mouvements d'IDE du Canada est le plus important dans le secteur des finances et de l'assurance, où il dépassait les 110 milliards de dollars à la fin de 2002. Le Canada enregistre aussi une position nette positive au chapitre de l'IDE dans le secteur des services et du commerce de détail. Cependant, dans les autres secteurs – l'industrie du bois et du papier, l'industrie des machines et du matériel de transport et les « autres industries » (p. ex. les aliments, les produits chimiques, les produits électriques et électroniques) –, la valeur de l'IDE au Canada dépasse celle de l'IDCE⁽¹⁸⁾.

CONSÉQUENCES DE L'ÉVOLUTION DE LA POSITION NETTE DU CANADA EN MATIÈRE D'IDE

Le Canada a toujours compté sur d'importantes entrées de capitaux étrangers pour financer les investissements intérieurs. Il est doté de ressources naturelles abondantes, mais il manquait initialement des techniques industrielles et du capital nécessaires au développement industriel. En raison de ce financement, le passif étranger du Canada a longtemps dépassé son actif étranger, ce qui se soldait par des sorties nettes de bénéfices (intérêts et dividendes).

Comme nous l'avons dit plus haut, cette tendance est peut-être bien en voie de changer. L'IDCE a crû au point que, en 1997, le Canada est devenu un investisseur direct net à l'étranger (ou un créancier et non plus un débiteur en matière d'IDE)⁽¹⁹⁾.

Que faut-il penser de cette évolution? Certaines personnes affirment que l'on doit juger la performance d'un pays en matière d'investissement principalement par le degré d'ouverture du pays à l'IDE, entrant et sortant. Cette ouverture, disent-elles, permet d'optimiser

(18) La catégorie des « autres industries » comprend les aliments, les boissons et le tabac; les industries chimiques et les textiles; les produits électriques et électroniques; le bâtiment et les activités connexes; et les communications. Voir Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202-XIB au catalogue, 2001.

(19) Il importe de signaler que, malgré le statut de créancier du Canada en matière d'IDE, les sorties de bénéfices au titre de l'IDE au Canada continuent de dépasser les entrées de bénéfices au titre de l'IDCE. En 2002, les bénéfices afférents aux IDE au Canada ont totalisé 19,3 milliards de dollars, contre 14,8 milliards de dollars pour les bénéfices réalisés sur les IDCE. Cette situation reflète peut-être le fait que les IDE au Canada sont plus vieux et donc plus profitables que les IDCE. Voir Statistique Canada (2003).

l'exploitation des ressources et stimule la concurrence, l'apprentissage et l'innovation, toutes caractéristiques d'une économie dynamique⁽²⁰⁾. De ce point de vue, les tendances de l'IDE indiquent que les entreprises canadiennes, et l'économie canadienne en général, sont ouvertes au monde. Les entreprises canadiennes vont chercher à l'étranger des possibilités économiques qui n'existent pas au Canada ou y sont limitées. Cela est particulièrement vrai dans le secteur des services financiers et dans celui des l'énergie et des mines, qui figurent depuis longtemps parmi les plus forts de l'économie canadienne.

CONCLUSION

La théorie économique veut que l'IDE permette aux entreprises de gagner en efficacité et de contribuer à la performance économique de leur pays à moyen et à long terme par l'amélioration qu'elles apportent aux réseaux d'échanges. L'analyse des tendances de l'IDE montre que les entreprises canadiennes se tournent de plus en plus vers l'étranger, ce qui dénote une vitalité et une maturité accrues de leur part. Cela n'a rien de surprenant pour une économie ouverte, relativement petite et mûre comme celle du Canada. Cette tendance est particulièrement évidente dans le secteur des finances et de l'assurance. Depuis dix ans, les entreprises canadiennes de services financiers, comme les sociétés d'assurance et les banques, accélèrent leur développement à l'étranger. Le Canada est maintenant, et ce, depuis 1997, un investisseur direct net à l'étranger.

(20) Conference Board du Canada (2001).